

Bordeaux, 17 mai 2013

Colloque « Bonnes Nouvelles d'Afrique »

*Fondation Prospective & Innovation
Mairie de Bordeaux*

**Discours de
SEM Abdou Diouf, Secrétaire général de la Francophonie**

Seul le texte prononcé fait foi

Vous m'avez fait l'honneur de m'inviter à conclure les riches débats de ce colloque consacré aux Bonnes Nouvelles d'Afrique. Si j'en suis très heureux et si j'ai accepté d'emblée, c'est tout à la fois parce que je suis et reste africain et parce que, nous le savons tous, l'Afrique, du moins une partie de l'Afrique, est l'avenir de la Francophonie.

Je ne répèterai pas ce qui a déjà été dit ici, de façon talentueuse et approfondie, tant sur l'implantation progressive de la démocratie que sur l'accélération de la croissance économique et sur la place de l'Afrique dans la nouvelle géostratégie. Selon des schémas spécifiques qui, en politique, évoquent ce qu'a déjà connu l'Amérique du Sud, en économie, approchent ceux suivis par les pays pauvres d'Asie du Sud-Est, l'Afrique trouve sa route au sein de la mondialisation.

Je voudrais plutôt essayer d'approfondir avec vous les volets d'un diptyque : Bonnes nouvelles de l'Afrique et Bonnes Nouvelles pour l'Afrique.

Bonnes Nouvelles de l'Afrique d'abord. Dernier arrivé dans la compétition mondiale, le continent est celui qui va disposer conjointement d'un potentiel démographique capital, pendant au moins quatre-vingts ans, et d'un choix de modèles économiques, culturels et sociaux d'une diversité sans précédent. Cela signifie qu'il a, et qu'il aura de plus en plus, la capacité d'inventer de nouvelles combinaisons entre économie, rapports sociaux, racines culturelles et institutions politiques, en tirant parti des expériences déjà faites sur les autres continents.

L'Afrique aura d'autant plus cette capacité qu'elle pourra mobiliser des technologies nouvelles s'accordant avec ses traditions les plus anciennes. En effet, on le sait, les peuples africains – hors l'Afrique du Nord - avaient construit des organisations politiques sans écriture ni archives, fondées sur la tradition orale, les objets symboliques et les réseaux de personnes. Or que voyons-nous aujourd'hui ? Avec le téléphone mobile, les ordinateurs portables, les tablettes, c'est une nouvelle forme d'oralité qui investit le monde. Et ces outils fonctionnent dans le cadre de réseaux d'individus liés non plus par un statut particulier, plus ou moins hérité, mais par un intérêt commun autour d'une pratique, d'un sujet, d'une personne. Par ailleurs sur un plan matériel, ces réseaux ne sont plus dépendants des lourdes infrastructures qui occupent l'espace des continents anciens ; ils peuvent fonctionner avec une énergie moindre, renouvelable et aisément produite au niveau local.

Dans une nouvelle publiée en 1971, le Tamtam de Jonathan, l'écrivain Jean RASPAIL avait imaginé que, suite à une gigantesque panne du téléphone, les africains de Paris rétablissaient les communications vitales grâce à l'usage des tambours parleurs, bien connus en Afrique forestière. Aujourd'hui le tamtam a un nouveau visage – celui d'un petit terminal qui tient dans la poche, qui est alimenté par un mini panneau solaire et qui donne accès aux savoirs et aux cultures du monde entier.

Bien sûr, pour que ce saut technologique ait toute sa portée et produise ses effets dans les brousses les plus lointaines, il faut un engagement des gouvernements et des investissements conséquents. Or c'est bien ce qui est en train de se faire. Les plus grosses capitalisations en Afrique, les valeurs les plus porteuses se trouvent dans le secteur des communications. Et la mobilisation de l'épargne africaine, jusqu'ici ou dormante ou fuyante, grandit avec l'usage du paiement électronique, du crédit instantané et des assurances à brève échéance. Si le niveau de risque reste encore élevé, le niveau des profits l'est tout autant, lié à une croissance que la crise économique mondiale a à peine ralentie.

Ce n'est pas tout. Hier encore importatrice de l'essentiel des objets qu'elle utilise et exportatrice exclusivement de matières non transformées, l'Afrique, le continent le plus ouvert sur le plan des échanges et du commerce, s'engage à son tour dans la diversification de ses économies, dans la production de biens destinés à ses marchés intérieurs.

Ses très petites, petites et moyennes entreprises apportent une réponse de plus en plus diverse à ce problème essentiel. Elles sont créatrices d'emplois, au plus près des lieux où se concentrent les populations issues de l'exode rural, ces zones périurbaines qui ne cessent de s'étendre. Elles interviennent d'abord dans le secteur des services, dans ces multiples fonctions qu'exigent des ensembles de plus en plus techniques, de plus en plus complexes et foisonnants. Elles font naître et consolident des liens sociaux à la fois traditionnels et nouveaux, ces relations basées autant sur la confiance et l'échange équitable que sur la concurrence et le profit sans frein. Elles s'avèrent également un lieu important d'innovation et d'adaptation, se créant et évoluant en réponse à des demandes toujours nouvelles, à des besoins en changement permanent. Elles vivent de l'initiative individuelle et de la capacité à trouver des solutions aux attentes de tous et de chacun.

Cependant la mise en valeur de ces richesses matérielles et humaines ne va pas de soi. Et c'est là qu'interviennent les « Bonnes Nouvelles pour l'Afrique ».

Quand vous interrogez un entrepreneur africain, ses deux préoccupations majeures sont la fourniture d'énergie, pour faire tourner ses machines, et le personnel capable de mettre en œuvre des processus de fabrication et de mise en place conformes à des standards de plus en plus exigeants. C'est le défi de la formation.

Depuis les ajustements structurels des années 1980, il est notoire que les systèmes éducatifs africains ont connu une phase de profonde dépression : départ des enseignants et chercheurs, disparition des bibliothèques et des laboratoires, faiblesse de la gouvernance des universités et des systèmes de validation des connaissances. Mais aujourd'hui les conditions d'accès aux savoirs – un obstacle majeur à la mise en valeur des capacités de toute jeunesse et de toute transformation des ressources – sont en train de changer d'une façon qu'on ne prévoyait pas il y a encore vingt ans quand la Francophonie lançait l'idée des campus numériques, ou en 2000, quand le moteur de recherche, aujourd'hui omniprésent, annonçait devenir accessible en dix langues différentes. Nous en serions aujourd'hui à 150, cependant que la plupart des grandes universités mettent en ligne, en accès direct, une part considérable de leurs cours, que ce soit en sciences, en droit ou en économie.

Les conséquences sont claires : dans un tel contexte, toute personne ayant accès à un terminal quelconque devient à la fois élève – en ce qui le concerne – et formateur – pour ceux qui n'ont pas le même accès. Et le rôle de l'école change. Si elle reste le lieu où on se forme à l'acquisition et à la maîtrise des règles, elle n'a plus le monopole ni du savoir, ni de sa labellisation. Au lieu de systèmes centralisés, lourds et soumis à de fortes contraintes budgétaires, l'Afrique est en mesure de développer des communautés de formation souples et liées directement aux besoins de sa jeunesse, selon le lieu et les perspectives d'emploi qui s'offrent à elle.

Tout ceci s'inscrit dans la poursuite d'évolutions technologiques, juridiques et administratives, qui vont vers une décentralisation croissante des systèmes, un renforcement de la proximité et un nouvel équilibre entre communautés locales et organisations régionales ou continentales. La chance de l'Afrique, quoi qu'on en dise, c'est que pour elle la bureaucratie reste une réalité superficielle, sans vraies racines historiques. Là où les pays développés doivent travailler à élaguer, voire défaire des systèmes qui existent parfois depuis des millénaires, l'Afrique peut chercher dans l'articulation des traditions d'une vie communautaire et des outils de savoir, d'échange et d'information modernes, la source d'une démocratie effectivement nouvelle, souple et adaptée à un monde en constante mutation.

Enfin l'Afrique s'engage dans cette évolution au moment où s'impose une prise de conscience globale des dangers que comportent les modes de production et de consommation des pays développés. Il ne s'agit pas ici de se faire le chantre de la décroissance. Car pour abriter, nourrir, vêtir et occuper les deux milliards d'Africains qui

seront là d'ici trente ans, l'Afrique a besoin de croissance. Elle a besoin de richesses à partager. Mais il faut que cela se fasse en cherchant un équilibre stable, un emploi durable des ressources dont elle est riche. A elle de le comprendre, de s'inventer et de s'imposer.

D'aucuns ont résumé la spécificité des cultures africaines en disant que le LIEN y prévaut toujours sur le BIEN, que l'avoir y est toujours subordonné à l'être. Selon un proverbe bantou, seul l'homme est la mesure de l'homme. Ce qui, il y a encore trente ans, lors de l'ultime étape de l'affrontement de l'Est et de l'Ouest, pouvait être vu comme une infirmité, ce qui, il y a vingt ans, quand les ajustements commençaient à glisser vers les Objectifs du Millénaire pour le Développement, était perçu comme un manque, apparaît désormais comme une possibilité que l'humanité s'est gardée : celle de construire un avenir qui réponde à une autre règle que l'accumulation sans contrôle et sans issue de biens voués à l'obsolescence.

De par son passé comme de par ses ressources qui ne cessent de se diversifier, l'Afrique est en mesure d'apporter un élan différent aux dynamiques nées de la mondialisation.

Et c'est là le défi qu'elle lance à l'Europe, la dernière bonne nouvelle que je vois, de l'Afrique et pour l'Afrique.

Soit l'Europe, qui a pour elle une longue expérience, mais qui paraît par trop paralysée par l'incapacité à se libérer d'anciennes idoles et de craintes vaines, partage avec l'Afrique les fruits de cette expérience et s'engage avec elle dans l'invention d'une nouvelle croissance, durable et équitablement répartie ; soit elle se replie sur elle-même, devient une sorte de repoussoir et se trouve finalement submergée par la vague qui monte de l'autre côté de la Méditerranée.

Si notre XIVème Sommet, qui s'est tenu dans un pays appelé à devenir le plus important, en taille et en population, de la Francophonie, a tourné autour du thème capital des enjeux économiques et environnementaux de la mondialisation, c'est bien pour que nous prenions tous conscience des choix que nous devons faire rapidement, face à l'émergence de l'Afrique et à sa place grandissante dans la vie du monde.